

Solidarität ohne Grenzen

Fast zwei Wochen sitzt die 24-jährige Zahra Kameli bereits im Abschiebegefängnis Hannover-Langenhagen in Abschiebehaft. Sie soll dieser Tage in den Iran abgeschoben werden. Kameli ist zum Christentum konvertiert, für das Mullahregime ein schweres Verbrechen. Zudem gilt sie nach dem iranischen Gesetz aufgrund der Trennung von ihrem Mann und einer späteren neuen Beziehung als "Ehebrecherin". Darauf steht im Iran die Todesstrafe. Ende 2004 stellte Kameli beim Bundesamt in Braunschweig einen Asylfolgeantrag, der sich aus ihrer Konvertierung zum Christentum heraus begründete. Das Bundesamt nahm den Antrag nicht an - obwohl der Oberste Iranische Gerichtshof Ende November 2004 eine andere Frau wegen Ehebruch zum Tod durch Steinigung verurteilt hat. Die Frauenorganisation Terres des femmes kommt daher zu dem Schluss, dass bei einer Abschiebung sich "Frau Kameli (...) im Iran in höchster Lebensgefahr befände." Zahra gebührt eigentlich Schutz durch das neue Zuwanderungsgesetz. Das wurde mit seiner Aufnahme frauenspezifischer Fluchtgründe von den politisch Verantwortlichen immer als Verbesserung angepriesen.

Wer Protestfaxe an das zuständige Verwaltungsgericht oder an die Ausländerbehörde schicken will: Infos unter www.abschiebemaschinerie-stoppen.de

My Fair Valentine

Rosen schenken zum Valentinstag hat Tradition. Doch der Freude, die die Beschenkten empfinden, stehen oft soziale und ökologische Probleme bei der Erzeugung der Blumen gegenüber. In ihrem Online-Dossier zum Thema Schnittblumen kritisiert die Verbraucher-Initiative die miserablen, menschenunwürdigen Arbeitsbedingungen in den Blumenfarmen in Lateinamerika und Afrika: "Niedrigste Löhne, keine geregelten Arbeits- und Pausenzeiten und Kurzarbeitsverträge sind an der Tagesordnung. Gesundheit und Umwelt werden durch den Einsatz von Pestiziden erheblich belastet." Eine Alternative beim Blumenkauf sind Produkte aus dem Flower-Label-Programm, versehen mit dem FLP-Siegel ("Aus menschen- und umweltschonender Produktion"). Auch bei den in den Niederlanden gezüchteten Blumen gibt es Unterschiede. Das Umweltprogramm Zierpflanzen (MPS) vergibt ein Siegel für Umweltverträglichkeit. Als "Socially qualified" können nachhaltig erzeugte Blumen aus Ländern außerhalb Europas gekennzeichnet werden. Mehr zu den Labels unter www.oeko-fair.de (bei den Themenspecials "Blumen" auswählen).

AMNESTY INTERNATIONAL

Mettre fin au scandale de Guantanamo

Les conditions de détention des prisonniers sur la base américaine de Guantanamo sont contraires aux principes des droits humains, rappelle Amnesty International.

A l'occasion de la visite au Luxembourg de Condoleezza Rice, Secrétaire d'Etat américaine, Amnesty International a attiré l'attention du gouvernement luxembourgeois sur la situation des détenus de Guantanamo. Certains d'entre eux sont enfermés depuis trois années (plus de mille jours) sans avoir été inculpés formellement et sans avoir eu accès à un avocat. Pour les quelque 500 personnes emprisonnées à Guantanamo Bay (Cuba), pas de statut juridique formel, et des risques de plus en plus confirmés d'être soumis à la torture. L'administration du président Bush a en effet donné son aval à des con-

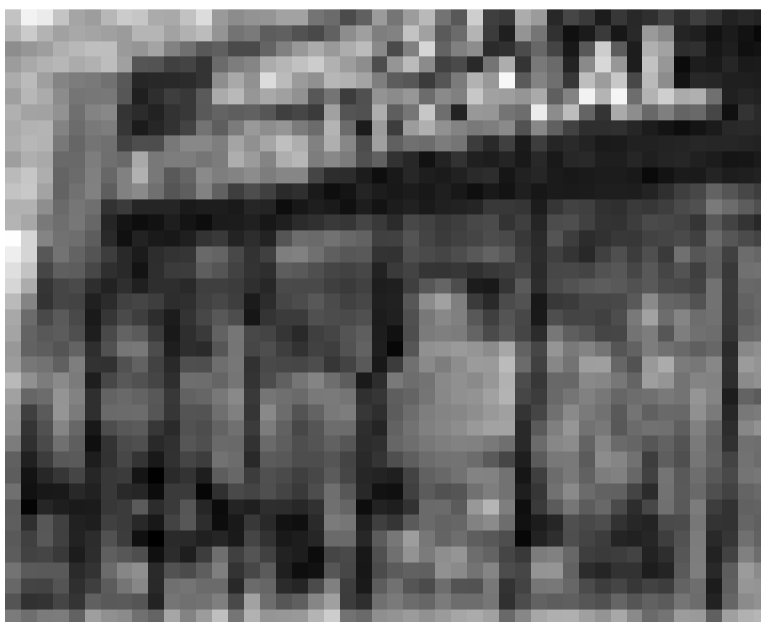
ditions de détention et des méthodes d'interrogation qui violent les normes internationales. Ainsi, parmi les méthodes d'interrogation autorisées à Guantanamo figurent le maintien dans des positions pénibles ou douloureuses, la mise à l'isolement, le fait d'engaguler les détenus, la privation sensorielle et l'usage de chiens. La liste est longue de ce que les autorités américaines ont imaginé dans le cadre de la "guerre contre le terrorisme", et certaines techniques sont même "étudiées spécialement" pour les membres de certains groupes culturels ou religieux.

Malgré les difficultés d'accès des ONG au centre de Guantanamo, et l'impossibilité pour les détenus de faire appel à des observateurs indépendants de défense des droits humains, plusieurs rapports de torture ont été portés à notre connaissance, certains, et non des moindres, dénoncés par les agents du FBI eux-mêmes. Ainsi, l'un d'eux affirme avoir trouvé "à plusieurs reprises, des détenus enchaînés, placés dans une position fœtale au sol, sans eau, sans chaise, sans nourriture... souvent, ces détenus avaient été laissés dans cette position pendant 18, 24 heures ou plus. Une fois, l'air conditionné avait été tellement baissé, la température était si froide dans la pièce que le détenu, pieds nus, tremblait de froid". Mohammed al-Khatani, quant à lui, a bénéficié

d'une stratégie spéciale justifiée par des "nécessités militaires": aveuglé, transféré dans un avion, on lui a fait croire qu'il partait pour le Moyen-Orient. Après plusieurs heures de vol, l'avion et retourné à Guantanamo et Mohammed al-Kathani a été placé à l'isolement et interrogé rudement par des personnes supposées être des agents de sécurité égyptiens.

Les Etats-Unis sont engagés en faveur du respect de la règle de droit et des "impératifs non négociables de dignité humaine" ... tel est le leitmotiv du Président Bush qui rappelle aussi régulièrement que le respect des normes internationales doit être au cœur de toute recherche de la sécurité. Guantanamo est pourtant une exception de taille à ces principes. Alors que le renforcement des liens "Etats-Unis/Europe" est l'une des priorités de la présidence luxembourgeoise, Amnesty International insiste sur la responsabilité de tous les gouvernements dans la lutte contre le scandale que constitue le camp de Guantanamo. L'Europe, par la voix de ses représentants luxembourgeois doit pousser les autorités américaines à y mettre fin.

**Amnesty International
Luxembourg**



Action contre la détention de mineur-e-s à Guantanamo en 2003.

(Photo: Amnesty International)

www.amnesty.lu

Avis**Recrutement par l'intermédiaire de l'Etat****LE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DIRECTION DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

Invite des candidatures pour deux postes à durée déterminée en tant que

JEUNES EXPERTS (JE)

AU SEIN DU PROGRAMME DE FORMATION DANS LES DELEGATIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE

Le contrat sera fixé à une durée initiale d'un an et pourra être prorogé d'une année pour une durée maximale de deux ans. Les candidat(e)s retenu(e)s travailleront dans un pays partenaire de la coopération luxembourgeoise

au sein d'une délégation de la Commission Européenne.

Les conditions d'éligibilité sont les suivantes:

- être de nationalité ou résident(e) luxembourgeois(e);
- être âgé(e) au maximum de 30 ans au 1er janvier 2005;
- posséder une formation universitaire ou équivalente, de préférence en sciences économiques ou politiques, en ingénierie, en agronomie ou dans d'autres domaines pertinents au regard des activités de la Commission dans les pays tiers;
- avoir une parfaite connaissance des langues française et anglaise. (la connaissance d'autres langues officielles de l'Union Européenne est

considérée comme un atout);

- une première expérience de la coopération au développement est considérée comme un atout;
- tout(e) candidat(e) sélectionné(e) devra également être reconnu(e) apte à servir dans un pays tiers par le Service médical de la Commission Européenne.

Les candidats doivent manifester un intérêt et une sensibilité particulière pour le milieu social et culturel des pays en développement et posséder l'aptitude à vivre et à travailler dans un des pays les moins développés du monde.

Elles/Ils voudront soumettre une lettre de motivation, ainsi que leurs notices biographiques munies de leurs di-

plômes (copies) au plus tard pour le **25 février 2005** au Ministère des Affaires Etrangères (à l'attention de M. Thierry Lippert), 6, rue de la Congrégation, L-1352 Luxembourg, avec la mention "Jeune Expert" sur l'enveloppe.

Le Ministère organisera une séance d'entretiens en partenariat avec la Commission Européenne pour les candidat(e)s présélectionné(e)s laquelle aura lieu vers la mi-mars 2005. Une correspondance à cet effet sera envoyée aux candidat(e)s présélectionné(e)s.

POSTE VACANT

Le Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche se propose d'engager sous le statut d'em-

ployé(e) de l'Etat de la carrière universitaire

un(e) lexicographe-linguiste, occupé(e) à temps plein et à durée indéterminée.

Formation:

- Cycle universitaire complet dans au moins l'un des domaines en relation avec le poste proposé: Langues, Lettres, Linguistique.
- Une spécialisation en Traitement Automatique des Langues et/ou en Lexicographie constitue un avantage.

Profil requis:

- Maîtrise parfaite (orale et écrite) des trois langues officielles et de l'anglais.
- Connaissances approfondies en conception de structures XML adaptées aux répertoires métalinguistiques et

expérience en rédaction d'articles dictionnaires.

Qualités demandées:

- Sens de l'initiative et autonomie dans le travail.
- Flexibilité et sens de l'organisation.
- Aptitude à travailler en équipe.

La sélection se fera sur base du dossier de candidature et d'un test portant sur l'orthographe luxembourgeoise et les connaissances en structuration XML.

Le dossier de candidature est à envoyer au Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (L-2912, Luxembourg) pour le 28 février 2005 au plus tard.

Communiqué par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche